

Conseil des architectes d'Europe

Rapport annuel 2013 et perspectives 2014



ARCHITECTS COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DES ARCHITECTES D'EUROPE

Le Conseil des Architectes d'Europe

Photo couverture :
Bled, Slovénie.

Architectes :
Sandra Banfi Škrbec
Iztok Lemajčič
Miha Kajželj
Iztok Kavčič

Le Conseil des Architectes d'Europe (CAE) est l'organisation représentative de la profession d'architecte au niveau européen.

Fondé à Trévise, en Italie, en mai 1990, le CAE célébrera son 25^{ème} anniversaire en 2015.

L'objectif du CAE est d'influencer la législation et les politiques communautaires qui ont un impact sur la pratique architecturale, ainsi que la qualité et la durabilité globales de l'environnement bâti. Ses principaux objectifs consistent à

- représenter l'unique voix par laquelle s'expriment les architectes en Europe
- promouvoir l'importance de l'architecture dans l'ensemble de l'Union ;
- préserver les normes les plus élevées en matière de qualification des architectes ;
- défendre la qualité de la pratique architecturale ;
- encourager la coopération transfrontalière et faciliter une pratique de la profession à l'échelle européenne ;
- faire progresser la qualité de l'architecture et le développement durable du cadre de vie bâti.

Les membres du CAE sont des organisations qui représentent au plan national les organes régulateurs et professionnels des architectes au sein des Etats membres de l'UE, des pays candidats et d'autres pays européens jouissant d'un statut particulier. Par leur intermédiaire, le CAE représente les intérêts de quelque 545.000 architectes.

PASSERELLE
SIMONE-DE-BEAUVOIR.
Paris, France.

Architecte : Dietmar Feichtinger.

Remerciements

Le CAE remercie toutes les personnes qui ont travaillé intensivement ces deux dernières années et qui ont contribué à établir des contacts permettant au CAE, de progresser et de réaliser ses objectifs. Ces personnes incluent la Présidente en 2013, Selma Harrington, les membres du Bureau exécutif - Lionel Dunet, Wolfgang Haack, Bulent Batuman, Pierre-Henri Schmutz, Martin Drahovsky, Indrek Näkk, Nicholas Galabov, Vincent Cassar, David Falla et Michel De Keyser, ainsi que les Présidents des Groupes de travail du CAE : Margaret Hynds o'Flanagan, Michel Procès, John Graby, Thomas Maibaum, Philip Ridgway, Pawel Kobylanski, Ian Pritchard, Judit Kimpian, Antonio Borghi et Teresa Taboas.

Conseil des architectes d'Europe

Rapport annuel 2013 et perspectives 2014

Table des matières

Introduction et Rapport de la Présidente sortante	5-6	Alliances stratégiques et réseaux	13
Rapport du Secrétaire Général	7	Résultat financier pour 2013	14
Accès à la profession	8	"Ma vision pour le CAE"	15-16
Exercice de la profession	9	Objectifs et priorités pour 2014	17
Architecture & Qualité de Vie	10	Structure du CAE (gouvernance, membres)	19
Evaluation de la communication	11	Liste des Organisations membres	20
Projets financés par l'UE	12		

NOUVELLE ECOLE DE COMMERCE SOLVAY.
Bruxelles. Belgique.

Architecte : Art & Build Architect.

Photo: Serge Brison.





Introduction et rapport de la Présidente sortante, Selma Harrington

La fin de l'année 2013 a coïncidé avec la conclusion d'une période dynamique d'activité au sein du CAE, avec notamment l'élection d'un nouveau Président et le renouvellement partiel du Bureau exécutif pour 2014-2015, lors de l'Assemblée générale qui s'est tenue à Bienne en Suisse.

En achevant mes quatre années de présidence, je transmets une organisation forte et stable qui jouit d'un respect, d'une pertinence et d'un prestige certains en tant que la voix de la profession architecturale en Europe et au plan international. Nous avons bâti une organisation bénéficiant d'une interaction très active des délégués des Organisations membres et qui développe des synergies avec des réseaux avec lesquels nous pouvons travailler à des objectifs communs.

Notre profession reste exposée à des pressions en faveur d'une déréglementation comme l'a démontré la Communication de la Commission sur l'Evaluation de la réglementation nationale sur l'accès aux professions et son « Staff Working Paper » sur la mise en oeuvre de la Directive Services.

La reprise dans le secteur de la construction se révélant très lente, notre attention continue à se porter sur l'agenda de l'emploi et de la croissance et sur la mise en avant du rôle de l'architecte en tant que partenaire déterminant dans la chaîne de valeur de l'édification d'un environnement bâti durable. Notre engagement constant dans le cadre du processus de consultation de la Stratégie pour une compétitivité durable du secteur de la construction et de ses entreprises ("Construction 2020") a constitué un exercice majeur et se poursuivra en 2014.

La publication de l'Acte pour le marché unique II – marquant le 20^{ème} anniversaire de la création du Marché unique – a vu l'introduction de nouvelles directives ainsi que l'actualisation d'anciennes directives. Nous pouvons être satisfaits des campagnes de défense des intérêts de la profession qui furent couronnées de succès dans un certain nombre de domaines, même si nous n'avons pas toujours atteint toutes nos aspirations en ce qui concerne la Directive Qualifications professionnelles, la Directive Marchés publics, La Directive Efficacité énergétique et la Directive Marché interne.

Cette période difficile, mais gratifiante, de défense de nos intérêts nous a servi à souligner l'importance qu'il y avait à développer et à poursuivre nos objectifs de lobbying en tandem avec nos Organisations membres et il est essentiel qu'elles continuent à jouer leur rôle au niveau national durant la période de mise en oeuvre de ces Directives.

C'est avec beaucoup de gratitude vis-à-vis de tous pour tout le soutien et l'attention pour le CAE au cours de mes mandats que je salue la publication de ce Rapport annuel 2013 et des perspectives 2014.

Dans la poursuite des objectifs de mon Manifeste "Review, Resource, Re-imagine", je me suis concentrée sur :

Stratégie Plannification et Direction – faire progresser les priorités des Organisations membres: Développer des actions pour faire avancer les priorités des Organisations membres en se concentrant sur le Consensus et l'action groupée – en recherchant un engagement accru à tous les niveaux de l'organisation :

- **Bureau exécutif** – workshops facilités sur le lobbying, la communication, la stratégie ;
- **Réunion de Coordination générale** – animée par une visite à la Commission européenne ;
- **Assemblée générale** – plus d'animation, avec des réunions à Louvain et Bienne ;
- **Organisations membres** – une plate-forme a été mise à disposition pour que les membres puissent y exprimer leurs préoccupations ; le CAE a aussi assisté à des événements nationaux pour exprimer son soutien face à des tentatives de déréglementation.



ERSTES PASSIVHAUS MIT
COMPUTERHEIZUNG.
Dresden-Plauen, Allemagne.
Architecte : Reiter Architekten Dresden.
Photo: Steffen Spitzner.

- **Partenariats externes** – je me suis engagée avec des partenaires sur des objectifs communs à la fois au sein de l'Union européenne (EFAP, ENACA, AEEA et EFCA) et à l'extérieur (ARCASIA, AUA, FPAA, UMAR, UIA et les organismes professionnels du Canada, de Corée du Sud, de la Russie et des Etats-Unis).
- **Défense de nos intérêts et représentation au niveau de l'UE** – je me suis engagée avec les présidences européennes (Irlande, Slovaquie), j'ai visité les deux villes européennes de la culture – Marseille (France) et Kosice (Slovaquie) et j'ai représenté le **CAE** au sein du Groupe de haut niveau 'Construction 2020'.

La gestion – avec le Bureau exécutif, gérer le travail du Secrétariat :

Nous avons utilisé les ressources limitées de manière efficace, restant toujours prudents sur le plan financier, tout en encourageant des pratiques innovantes au sein du Secrétariat. Nous avons introduit un rapportage régulier et une révision périodique, en adaptant notre action si nécessaire. La nomination d'un Chef de projet a été une réussite et trois projets financés par l'UE (Open House, Shelter et Train Rebuild) ont été complétés contribuant ainsi à la réputation du CAE (et à sa stabilité financière).

La formulation de la politique – orientation des contributions d'experts des Organisations membres vers la formulation des positions politiques du **CAE** : l'Acte pour le marché unique II a entraîné une période d'activité intense au cours de laquelle nous avons dû réagir à quatre Directives: Qualifications professionnelles, Marchés publics, Services dans le Marché interne et Efficacité énergétique.

Un effort concerté a été consenti en vue d'apporter une assistance administrative aux Groupes de travail, afin de leur permettre de concentrer leur expertise à la formulation de positions politiques. Nous cherchons aussi à exploiter l'expertise des **Organisations membres** afin de maintenir le niveau d'activité auquel nous aspirons.

Enfin, notre participation dans '**Construction 2020**' a représenté un exercice majeur, allant de l'organisation de notre Colloque, jusqu'à la participation du CAE au Forum stratégique de haut niveau, en passant par la désignation de représentants pour les domaines thématiques.

Communications

Durant mon mandat, le **CAE** a entamé une **Evaluation de ses communications**. Après quelques "gains rapides" initiaux (de nouveaux modèles de présentation pour des rapports de missions et des positions politiques), un ajustement progressif de la Lettre d'info et des communiqués de presse, et l'introduction d'un Rapport annuel, nous nous sommes concentrés sur la conception d'un nouveau site Internet pour le **CAE**. Nous avons d'abord demandé conseil concernant le cahier des charges relatif à l'appel d'offres. Ensuite nous avons pré-sélectionné les auteurs des meilleures offres pour interview.

Nous travaillons maintenant, avec le consultant retenu, sur la conception et l'apparence du nouveau site qui doit servir le double objectif de constituer un moyen de communication avec une source d'information pour nos Organisations membres, tout en étant un outil de communication avec le monde extérieur.

Remerciements

Je voudrais remercier tous les membres du Bureau exécutif – ceux qui étaient en place en 2012-2013 ainsi que ceux qui avaient un mandat au cours de la période 2010-2011 – également les membres du personnel, pour leur aide et leur collaboration.



Rapport du Secrétaire Général, Ian Pritchard

Programme législatif

2013 a été particulièrement chargé avec un accent majeur sur la modernisation des Directives Qualifications professionnelles et Marchés publics. Le Parlement a adopté la première en novembre et la dernière a été votée en janvier 2014. Notre priorité en 2014 sera la mise en œuvre de ces Directives et de la Directive Efficacité énergétique (adoptée fin 2012), ainsi que l'évaluation de l'impact de la Directive Services sur la déréglementation. Le CAE a aussi répondu à de nombreuses consultations, notamment concernant l'accès aux marchés publics dans les pays tiers, l'assurance pour la fourniture transfrontalière des services et les bâtiments durables.

Défense d'intérêts

Le CAE collabore avec ses Organisations membres afin de formuler des positions communes pour les soumettre à la Commission et au Parlement. Nous sommes bien placés pour contacter les fonctionnaires de la Commission et les Rapporteurs du Parlement, mais il est essentiel que les Organisations membres apportent leur soutien en organisant leur propre lobbying vis-à-vis de leurs parlementaires au sein des commissions importantes, notamment l'IMCO, les Représentations permanentes et les Coordinateurs nationaux.

Groupes de travail

Malgré nos ressources humaines limitées, j'ai continué à accorder la priorité au soutien de nos groupes de travail d'experts. Ils apportent une contribution inestimable à la formulation de nos positions politiques et le Secrétaire Général (ou quelqu'un d'autre s'il est indisponible) assiste à toutes les réunions et y contribue avec de la documentation, des procès-verbaux, des enquêtes, des rapports, des recommandations et un suivi.

Collaboration

Le CAE collabore étroitement sur des questions politiques avec d'autres organisations européennes basées à Bruxelles, notamment le groupe des professions sectorielles, le Forum européen de la construction et le Forum européen des services. Il fait également partie d'une série de groupes qui travaillent à des projets financés par l'UE.

Relations Internationales

Alors que l'accord commercial entre l'UE et le Canada s'achemine vers une conclusion, le CAE a soutenu les négociations avec les architectes canadiens en vue d'une reconnaissance mutuelle, tout en suivant le Partenariat transatlantique en Commerce et investissement EU-US qui a débuté et qui pourrait compléter notre précédent accord avec NCARB. J'ai aussi rencontré une délégation sud-coréenne qui souhaite réactiver les discussions antérieures et le CAE a répondu à une consultation de l'Union européenne sur la possibilité d'un accord multilatéral sur le commerce des services.

Relations avec les Organisations membres

En 2013, le Secrétaire Général a participé à des réunions en Autriche, en Belgique, en Finlande, en France, en Allemagne, en Italie, en Irlande, en Lituanie, en Slovaquie, en Espagne, en Suisse, et au Royaume Uni.

Construction 2020

La participation du CAE à la 'Stratégie pour la Compétitivité durable du secteur de la construction et ses entreprises' de la Commission a constitué un point fort de notre action en 2013. La Présidente a participé au Groupe de haut niveau et les représentants du CAE ont assisté aux cinq sous-groupes thématiques destinés à

- Stimuler les investissements dans la rénovation et l'entretien de bâtiments (C Lerche, DK);
- Encourager l'innovation et améliorer les qualifications des travailleurs (P Ridgway, FR et T. Karpati, DE);
- Améliorer l'efficacité des ressources et la performance environnementale (U. Schneider AT);
- Standardiser les codes de pratique dans le domaine de la conception (J Graby, IRL)
- Promouvoir la position globale des entreprises de construction européennes (Secrétaire Général).

Planification stratégique

Pour montrer plus clairement aux Organisations membres comment leurs contributions sont dépensées, nous avons entamé un cycle d'activités qui inclut un « Business Plan » (mettre sur papier ce que nous proposons de faire) ; un budget (identifier comment les activités prévues seront financées) et un Rapport annuel (pour dire ce que nous avons fait). Nous allons aussi formuler une stratégie à long terme pour disposer d'un contexte plus large pour nos « Business Plan » annuels ainsi qu'un Manifeste pour les élections du Parlement européen de 2014.



Accès à la profession (Domaine thématique 1)

Coordinateur : Wolfgang Haack

Directive Qualifications professionnelles (Margaret Hynds o'Flanagan)

La modernisation de la Directive Qualifications professionnelles (DQP) a constitué un domaine d'activités majeur en 2013. Le CAE a rencontré des parlementaires et des fonctionnaires de la Commission dès le début de l'année. Le texte définitif de la nouvelle Directive a fait l'objet d'un large accord à la fin juin et a été adopté par le parlement européen et par le Conseil des Ministres en octobre-novembre. La Directive 2013/55 a été publiée dans le Journal officiel le 28 décembre et est en vigueur depuis le 18 Janvier 2014.

La modernisation de la DQP est considérée, par le Parlement et la Commission, comme un élément clé de la croissance future du Marché unique. Ceci est évident quand on voit l'accent qui se porte de plus en plus sur l'encouragement, plus que de simplement faciliter, la mobilité professionnelle. Dès le début du processus consultatif et législatif, le CAE a voulu garantir que les intérêts de l'architecture, des clients (les consommateurs et tous ceux qui agissent avec l'environnement bâti) et la profession elle-même soient pris en considération par les décideurs politiques européens.

La DQP de 2005 fixait des normes de formation minimales pour les architectes à 4 années d'études à temps plein de niveau universitaire ou équivalent. Cela n'a jamais reflété la réalité des exigences en matière de formation en Europe ou les normes requises pour la pratique professionnelle. Relever la norme minimale à un dénominateur commun réaliste a longtemps été l'un des objectifs du CAE. La DQP de 2013 stipule à présent que la formation des architectes doit comprendre soit 5 années d'études de niveau universitaire (5+0) ou non moins de 4 années d'études complétées par un stage professionnel sous supervision d'un minimum de 2 ans (4+2), ce qui constitue une amélioration substantielle par rapport à l'ancien minimum 4+0. Alors qu'il n'y a malheureusement pas d'exigence d'expérience pratique après un diplôme obtenu après 5 années d'études, Le considérant 24 établit clairement "la nécessité reconnue de compléter la formation académique par une expérience pratique sous la supervision d'architectes qualifiés" – une base positive à partir de laquelle le CAE peut poursuivre son travail.

Le CAE a soutenu l'amendement à la proposition de "Carte professionnelle européenne" qui peut à présent se présenter sous la forme d'un certificat électronique plutôt qu'une 'smart card' comme prévu initialement. Le CAE n'est cependant pas convaincu qu'une carte professionnelle sera bénéfique pour les architectes qui font déjà l'objet de mesures de reconnaissance automatique. Les dispositions sur l'accès partiel excluent les professions qui disposent d'un tel régime d'agrément automatique, en ce compris les architectes.

Pendant le processus de modernisation, il est clairement apparu que la réglementation n'est souvent reconnue que quand elle prend une forme particulière, comme la réglementation d'un titre. L'exercice de 'transparence' visé à l'Article 59 peut avoir pour effet de clarifier l'importance de la réglementation dans le domaine de l'architecture, puisque la diversité dans les modes de réglementations de la profession a entraîné un certain degré de sous-reconnaissance au niveau de l'Union.

Expérience pratique professionnelle et Développement professionnel continu (Michel Procès)

Les références à l'expérience pratique et à la Formation continue dans la nouvelle DQP ont conduit le CAE à reformer deux groupes – **Expérience pratique professionnelle (PPE+2)** et **CPD** (Président, Michel Procès) – pour travailler dans ces deux domaines.

Le travail initial consistant à définir l'EPP a servi de base pour en distiller un bref document politique à annexer à notre réponse à la modernisation de la DQP. Le groupe de travail CPD a formulé une série de directives que les Organisations membres peuvent utiliser pour évaluer leurs systèmes nationaux et tout système notifié au CAE sera introduit dans un registre. Tous les systèmes notifiés reconnaîtront les autres dans la liste et, à terme, nous espérons étendre ce système de reconnaissance mutuelle au-delà de l'UE à d'autres régions dans le monde.

Le groupe Questions et problèmes réglementaires (Président, John Graby) a répondu à l'évaluation Corazza-Bildt de la mise en œuvre de la Directive Services, a organisé une enquête parmi les Organisations membres et continuera à assurer le suivi de l'impact de cette Directive sur la déréglementation.



Pratique de la profession (Domaine thématique 2)

Coordinateur : Pierre-Henri Schmutz

Marchés publics et concours en conception architecturale (Thomas Maibaum/Georg Pendl)

Durant l'année 2013, le Groupe de travail a continué à suivre l'évolution du projet de Directive par le biais du Trilogue. Le but est de fournir des instruments plus simples et plus flexibles pour permettre aux pouvoirs publics de conclure facilement des marchés transparents et compétitifs en obtenant le meilleur rapport qualité/prix. Le vote du texte n'est pas attendu avant janvier 2014 mais le texte qui résulte du Trilogue est délibérément permissif en laissant un choix maximal aux autorités en ce qui concerne les procédures. En 2014, la priorité du CAE sera de développer une forme d'orientation pour aider les Organisations membres à influencer la phase de mise en oeuvre.

Tout au long du processus, le CAE a tenté de faciliter l'accès de bureaux architecturaux (généralement des PME) aux marchés publics, de promouvoir les procédures de sélection et les critères d'attribution basés sur la qualité et de garantir que la nature spécifique des services intellectuels soit prise en considération.

Le CAE a défendu une simplification des exigences administratives et s'est opposé à l'exigence d'un chiffre d'affaires, pour les fournisseurs de services en architecture, à hauteur de trois fois la valeur estimée du contrat (qui sera réduite à deux fois la valeur estimée du contrat). En ce qui concerne les critères d'attribution, le CAE a soutenu le remplacement du coût le plus bas par l'offre économiquement la plus avantageuse.

Pour la suite, le CAE continuera à recommander l'inclusion de la procédure compétitive négociée et/ou des concours de conception comme approches standards pour l'attribution de services en architecture, étant donné que les enchères électroniques ne conviennent pas.

Missions et Services (Philip Ridgway)

Les tâches accomplies en 2013 incluent la version finale des études de cas descriptives expliquant comment les architectes abordent trois types de projets dans différents pays (CZ, FI, FR, DE, PT, ES, UK). Celles-ci permettent d'approfondir l'aperçu que donnait la précédente enquête qui couvrait un plus

grand nombre de pays. Nous en avons conclu que même si les missions professionnelles sont très similaires en Europe, on note malgré tout des différences importantes, plus particulièrement en ce qui concerne le niveau de détail, souvent liées aux différences des exigences nationales relatives aux soumissions statutaires, qui entraînent des variations dans l'allocation des ressources aux projets et les niveaux d'honoraires.

A la suite de ce travail, une mission de base a été établie pour les architectes en Europe (qui est presque finalisée). Lorsqu'il sera complet, en janvier 2014, ce document constituera une base solide pour un travail du CAE sur les problèmes de responsabilité s'appuyant sur les contributions constantes de ses membres sur la base des acquis du passé, le Groupe de travail Missions des Services sera combiné en 2014 avec le Groupe de travail Responsabilité et Assurance et se consacrera également à une réflexion sur les **barèmes d'honoraires**.

Assurances (Pawel Kobylanski)

Comme il existe 28 régimes différents d'assurance au sein de l'Union et qu'il n'y a pas de modèle de référence (même si l'on constate quelques similarités), le Groupe souhaite proposer un régime qui couvrira toute la profession dans l'ensemble de l'Union, excluant la responsabilité solidaire et couvrant tous les acteurs concernés pour les éventuelles pertes subies.

Commerce de Services (Ian Pritchard)

En 2013, l'accent s'est principalement porté sur l'accord commercial entre l'UE et le Canada. Même s'il avance bien, il est plus long à se conclure que nous ne le pensions, et le CAE a poursuivi ses pourparlers par conférence téléphonique en vue d'une reconnaissance mutuelle avec ses homologues canadiens. Avant l'été, l'UE a repris ses négociations avec les Etats Unis (Partenariat transatlantique en Commerce et Investissement). Ceci pourrait nous procurer un contexte législatif pour l'accord antérieur CAE-NCARB. Le Secrétaire Général a accueilli une délégation sud-coréenne visant à reprendre les pourparlers en vue d'un ARM. Enfin, le CAE a répondu à une consultation de l'UE sur la possibilité de conclure un accord de commerce de services multilatéral (TISA).



Architecture & Qualité de vie (Domaine thématique 3)

Coordinateur : Nicholas Galabov

Un effort considérable a été consenti en 2013 en vue de réactiver les groupes de travail dans ce domaine.

Environnement & Architecture durable

(Judit Kimpian)

Judit Kimpian a été désignée pour présider ce groupe et des positions politiques ont été formulées sur :

- 'Comblant l'écart de performance' (demandant une meilleure compréhension des aspects énergétiques par tous les professionnels de l'environnement bâti, un retour obligatoire des bâtiments utilisés, un support en vue d'une communication transparente des données ainsi que la « divulgation » obligatoire et une analyse comparative);
- 'Evaluation du cycle de vie': pour soutenir la stratégie 'Construction 2020', l'utilisation durable des fonds publics, la planification à long terme et l'analyse du coût sur le cycle de vie ou l'évaluation basée sur la qualité sur l'ensemble du processus de gestion de la construction;
- 'Consultation de l'UE sur les bâtiments durables' pour souligner le besoin de données plus comparables sur l'impact environnemental des matériaux de construction, des métriques de calcul transparentes et une politique de données ouvertes pour des marchés verts obligatoires.

Questions urbaines (Antonio Borghi)

De nouveaux termes de référence ont été adoptés pour le groupe dont les objectifs clés consistent à :

- Publier une brochure sur la valeur ajoutée que l'architecture et l'urbanisme apportent au développement urbain durable et à la régénération;
- Organiser une veille et contribuer aux réglementations sur la dimension urbaine des nouveaux fonds structurels;
- Accroître l'influence et l'impact politique du CAE par une participation à des projets financés par l'UE dans les domaines de la coopération territoriale, les politiques urbaines, la recherche et l'innovation;
- Promouvoir le modèle de cité compacte européen;
- Faire en sorte que le rôle de l'architecte soit pris en considération dans la mise en œuvre du cadre de référence des villes européennes.

Des membres du Groupe de travail ont représenté le CAE dans toute une série de forums, parmi lesquels :

- La Conférence URBACT LINKS (Urban Inter-group), à Bruxelles;
- Des réunions de l'Urban Development Group à Dublin/Vilnius;
- La Conférence SHELTER (Intelligent Energy Europe), Dublin;
- Des programmes de formation nationaux URBACT, Rome;
- La semaine européenne de l'énergie durable, Bruxelles;
- La réunion de haut niveau au Parlement européen sur le développement urbain durable;
- Des présentations à la biennale ECTP à Cascais
- Le réseau européen de connaissance urbain, Oradea

Une plateforme politique commune sera créée à partir de laquelle les membres pourront obtenir des données et des positions pour alimenter leurs propres déclarations à la demande.

Logement (Teresa Taboas)

Le groupe rédige un Manifeste appelant l'UE à établir des instruments légaux et financiers garantissant que les marchés en services architecturaux soient basés sur :

- Un processus holistique et intégré qui respecte l'utilisation efficace des ressources, en tenant compte des trois piliers de la durabilité (social, économique et environnemental);
- Une consultation suffisante de la communauté et une participation aux procédures, en ce compris le recours à des concours de conception architecturale pour des travaux présentant un intérêt public majeur;
- Une planification à long terme plutôt que des objectifs à court terme, en appliquant l'analyse du coût sur l'ensemble du cycle de vie durant tout le processus et l'OEPA plutôt que le coût le plus bas;
- Des procédures de contrôle de la construction suffisantes qui favorisent la santé et la sécurité des citoyens, la qualité et la stabilité de l'environnement bâti et des coûts opérationnels et d'entretien optimaux.

Nous lierons ceci à des campagnes nationales, notamment sur les travaux de rénovation en Espagne, la grande action pour le logement en France et la campagne RIUSO en Italie.



Evaluation des communications

Vice-Président du CAE, Lionel Dunet

Le CAE a d'abord retenu les services d'une firme de consultance en e-business en vue de réaliser un audit du site Internet existant et d'aider le CAE à définir sa stratégie en ligne. La consultance a aussi conçu la structure de la mise en page et de la navigation du nouveau site, produit des projets de structures provisoires et prêté son assistance à la rédaction du cahier des charges fonctionnel et technique.

En juillet, un appel d'offres a été adressé à dix sociétés spécialisées dans la conception de sites. Des interviews ont été organisés avec quatre sociétés présélectionnées et le candidat préféré - "Trynisis" - fut choisi ; il s'agit d'une entreprise qui se spécialise dans la conception de sites Internet pour des organisations internationales.

La conception du site est restée sobre et fonctionnelle même s'il y avait beaucoup de choses à y mettre et il fera la part plus belle aux images architecturales. A partir d'octobre, le CAE a entamé sa collaboration avec Trynisis sur les différentes phases des projets. La conception détaillée de la mise en page, la définition de ses fonctionnalités et de ses outils et la nouvelle rédaction du contenu (textes et documentation) sont en cours.

Il est prévu qu'une version HTML soit placée sur un serveur "test" à partir de janvier 2014 et l'on s'attend à ce que le nouveau site du CAE soit lancé durant le printemps de 2014.

En parallèle, le CAE a procédé à une série d'ajustements dans d'autres aspects de ses communications, par exemple, de nouveaux modèles ont été créés pour faciliter la production de rapports de missions succincts et des résumés de positions politiques.

Nous essayons aussi de faire évoluer, petit à petit, la lettre d'info du CAE pour qu'elle devienne une lettre d'une page électronique comportant des liens, plutôt qu'un long texte en PDF. Les « ACE Alerts » et les communiqués de presse sont aussi en phase de rationalisation.

En outre, le CAE maintient sa présence sur les réseaux sociaux via Facebook, Twitter et LinkedIn.





SOLAR EQUINOX HOUSE.
Bulgarie.
Architectes : Ignatov Architects.
Photo : Rossen Donev.

Projets financés par l'UE

Chef de projet, Eleni Goni

En 2013, le CAE a conclu deux projets : un en FP7 (7^{ème} Programme cadre) et un projet du Programme Energie intelligente pour l'Europe (EIE) – il s'agit de SHELTER et OPEN HOUSE – et en a entamé trois autres: LEEMA, INSPIRE et A2PBEER. Tous ont trait au secteur de la construction et traitant des problèmes de durabilité, d'efficacité énergétique et de rénovation ainsi que de matériaux et technologies innovants. En participant à ces projets, le CAE défend le rôle de l'architecte dans la durabilité des bâtiments et la mise en conformité sur le plan énergétique, tout en augmentant sa visibilité et sa reconnaissance en s'engageant avec des acteurs concernés les plus divers au sein de l'Union européenne et en participant à des événements, des conférences et des publications d'importance.

SHELTER- EIE (s'est terminé en mai 2013) :

a réuni des Organisations de logements sociaux et des professionnels européens actifs dans le domaine des tests et de la mise en oeuvre de méthodes de livraison de projets intégrés en rénovation énergétique de logements sociaux. Le CAE a participé à l'organisation d'une conférence pendant la semaine de l'Energie durable de l'UE à Bruxelles, dont le but était d'explorer les possibilités de favoriser la rénovation grâce à des idées, une planification et un financement innovants. En outre, en collaboration avec d'autres associations européennes (EBC et CECODHAS), le CAE a développé une série de recommandations politiques qui permettraient d'améliorer la coordination des différents métiers concernés par les processus de rénovation énergétique. Par ces recommandations, le CAE souhaite surtout renforcer le rôle des architectes dans ce domaine.

OPEN HOUSE www.openhouse-fp7.eu. Ce projet s'est achevé en juillet 2013 avec un événement de clôture à Bruxelles.

L'objectif d'OPEN HOUSE consistait à fusionner des méthodologies existantes d'évaluation de la durabilité des bâtiments en vue de définir une approche commune. Pour bénéficier d'une large acceptation en Europe, la méthodologie OPEN HOUSE a été mise au point par un processus transparent, collectif et ouvert, grâce à une communication et une interaction extensive entre les acteurs concernés. Le résultat final de la recherche est une méthode d'évaluation non propriétaire pour les bâtiments en phase de conception ou déjà utilisés. OPEN HOUSE offre

une méthodologie complète facile à utiliser, basée sur un outil Internet interactif et d'accès libre (OPEN HOUSE Platform). Un manuel d'évaluation décrivant de manière détaillée tous les indicateurs examinés est disponible à l'adresse : http://www.openhouse-fp7.eu/assets/files/OPEN_HOUSE_AG1.2.pdf

LEEMA- FP7 www.leema.eu (débuté en janvier).

L'objectif du projet consiste à mettre au point une nouvelle génération de matériaux isolants inorganiques et des éléments de maçonnerie isolants. Le CAE est chargé des activités de communication et de la coordination technique d'un Business Plan préliminaire pour l'application industrielle des nouveaux procédés de production et la promotion des produits qui auront été mis au point dans le secteur de la construction.

INSPIRE-FP7 www.inspirefp7.eu

Ce projet qui s'étale sur 4 années vise à produire des ensembles systémiques de rénovation énergétique d'immeubles résidentiels et de bureaux. Ces ensembles visent à réduire la consommation énergétique primaire à moins de 50 kWh/m2/an. Durant la première année du projet, des données ont été collectées à partir du parc immobilier européen existant. La conception d'un système de monitoring, en vue d'évaluer les économies d'énergie de bâtiments en rénovation est en cours, une étude de marché sur les solutions existantes d'énergies renouvelables a été menée et plusieurs concepts de solutions de plafonds chauffants sont en phase de développement.

A2PBEER www.a2pbeer.eu.

Ce projet qui durera 4 ans - "Bâtiments publics abordables et adaptables grâce à une réhabilitation de leur efficacité énergétique" – a débuté en septembre et définira une méthodologie de mise en conformité systémique et énergétiquement efficace pour les bâtiments publics et bénéficiera de synergies grâce à des interventions au niveau local. Les résultats de la recherche seront illustrés par trois cas réels ainsi que dans trois projets virtuels supplémentaires. Le but sera de couvrir diverses régions climatiques et différentes utilisations des bâtiments. L'une des principales missions du CAE sera de garantir la diffusion des résultats des projets et d'apporter son assistance dans le choix de matériel de formation destiné aux architectes et à d'autres groupes.

Alliances stratégiques et réseaux

Le CAE s'est créé un profil et une réputation uniques au coeur de l'appareil administratif de Bruxelles, malgré les limites dues à sa taille, sa structure et son financement. Nous avons aussi développé des relations avec d'autres réseaux européens ou internationaux en vue de renforcer la voix des architectes au sein de l'Union européenne.

Organisations membres :

Alors que nous continuons à développer nos contacts avec les différentes Directions de la Commission européenne et avec les parlementaires européens, si nous voulons réaliser notre ambition consistant à améliorer le profil et la stature de la profession, il est essentiel que les Organisations membres assument un rôle plus actif et plus fort dans nos campagnes. La récente campagne en relation avec la Directive Qualifications a clairement illustré la difficulté d'avoir un impact réel au niveau communautaire et la nécessité d'actions synchronisées en permanence au niveau national.

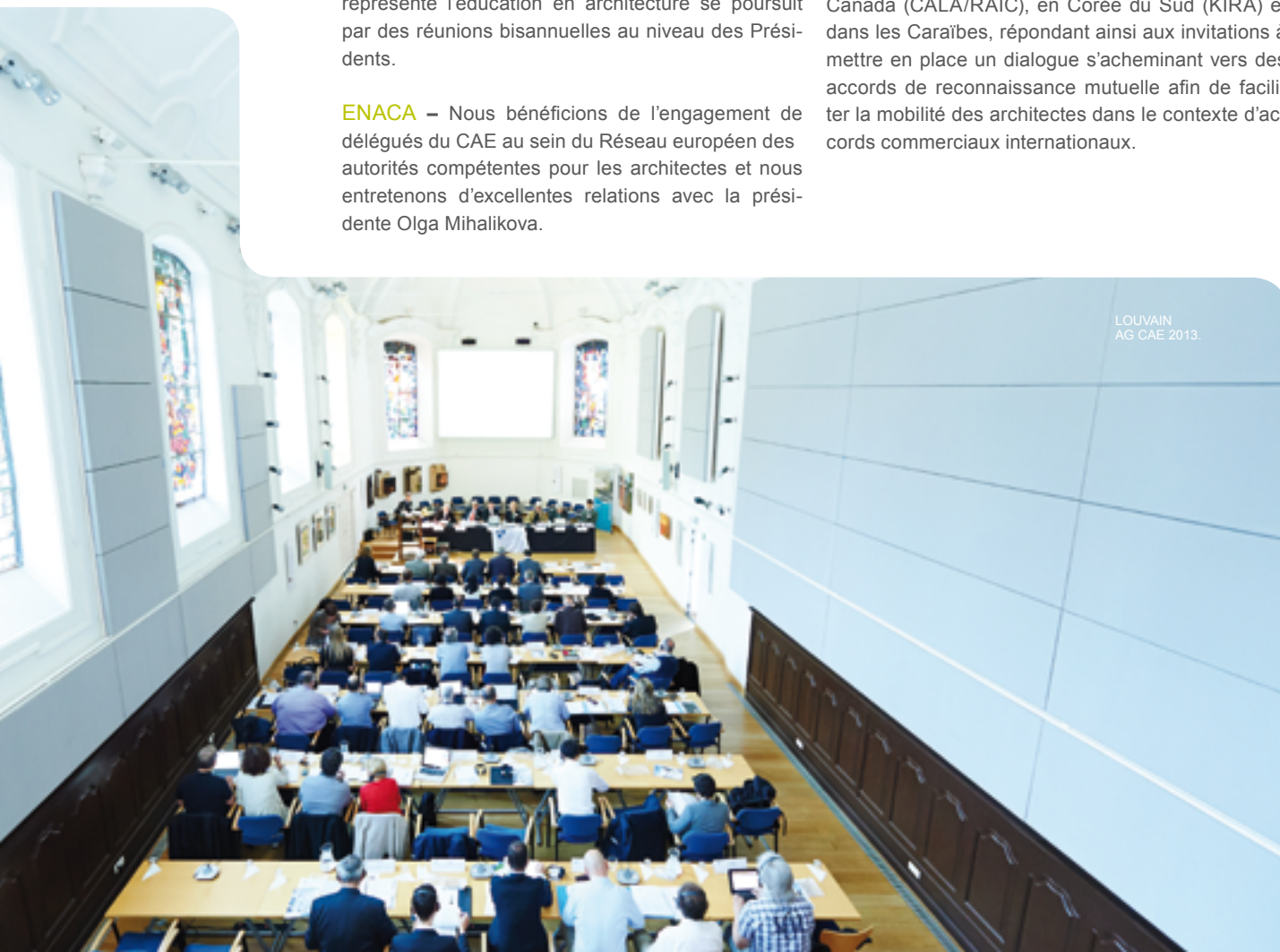
AEEA – La coopération du CAE avec le réseau qui représente l'éducation en architecture se poursuit par des réunions bisannuelles au niveau des Présidents.

ENACA – Nous bénéficions de l'engagement de délégués du CAE au sein du Réseau européen des autorités compétentes pour les architectes et nous entretenons d'excellentes relations avec la présidente Olga Mihalikova.

EFAP – La relation du CAE avec le Forum européen des politiques architecturales s'effectue par le biais de notre présence à des réunions bisannuelles organisées par chaque Présidence de l'UE et par le biais de la présence du Vice-Président du CAE Lionel Dunet au sein du Bureau de l'EFAP. Cette coopération est considérée comme un moyen de soutenir la formulation de politiques nationales au niveau architectural.

UIA – Le CAE entretient de bonnes relations avec l'Union internationale des architectes. Nous continuons à chercher des moyens de rationaliser les groupes de travail du CAE et des Régions I/II de l'UIA. Nous soutenons aussi pleinement le développement d'un modèle de coopération régionale par des organisations internationales compétentes en matière d'architecture comme ARCASIA, AUA, FPAA, MASA et d'autres.

Le CAE a noué des contacts ces dernières années avec des organisations ordinales et professionnelles (groupe CARICOM) aux Etats Unis (NCARB/AIA), au Canada (CALA/RAIC), en Corée du Sud (KIRA) et dans les Caraïbes, répondant ainsi aux invitations à mettre en place un dialogue s'acheminant vers des accords de reconnaissance mutuelle afin de faciliter la mobilité des architectes dans le contexte d'accords commerciaux internationaux.



LOUVAIN
AG CAE 2013.



Résultat financier pour 2013

Trésorier David Falla

DEPENSES

Locaux	€ 41 881
Entretien	€ 2 118
Fournitures de bureau et de services	€ 10 896
Honoraires professionnels	€ 40 096
Dépenses du Bureau exécutif	€ 80 027
Communications	€ 8 277
Dépenses véhicule	€ 10 538
Dépenses réunions du CAE	€ 52 983
Personnel	€ 365 221
Assurance	€ 1 510
Autres charges d'exploitation	€ 2 473
Dépenses financières	€ 2 813
Projets	€ 48 296
Amortissement	€ 3 248
Charges exceptionnelles	€ 508

TOTAL DEPENSES

€ 670 885

REVENUS

Activités	€ 165 788
Cotisations membres	€ 646 589
Frais récupérés	€ 12 430
Résultat financier	€ 8 111

TOTAL REVENUS

€ 832 918



“Ma vision pour le CAE”

Président 2014-2015, Luciano Lazzari

En cette période de difficultés économiques, il est important, plus que jamais, de nous souvenir que notre premier devoir est de répondre aux besoins de nos membres, qui à bien des égards deviennent de plus en plus urgents. A cet effet, je crois que le **CAE** doit se concentrer sur des **Priorités et des Stratégies**. A court terme, le **CAE** doit **focaliser son action**, mais, à plus long terme, il est plus important de développer une **vision politique**.

Focaliser notre action

Je vois cette focalisation commencer par une analyse rationnelle des programmes de travail et une utilisation pragmatique et efficace de nos ressources, afin de canaliser et de limiter nos objectifs à ceux qui sont importants et atteignables. Cela signifie qu'il faudra choisir des priorités et réorganiser la quantité importante de travail tout à fait appréciable de nos membres et qui est au cœur de la force du **CAE**. J'espère que cela permettra des économies.

Nous devons bien sûr continuer à traiter les questions qui ont un impact direct sur notre travail, en particulier les Directives Marchés publics, Qualifications et Services ainsi que notre initiative en matière de Formation continue dans l'UE. Nous devons aussi réunir et distribuer des informations des programmes, subsides et incitants communautaires liés à la rénovation urbaine, aux économies d'énergie et à la durabilité.

Nous nous attendions à une période d'accalmie après la révision de la Directive Qualifications et l'évaluation de la Directive Services. Au lieu de cela, nous sommes confrontés à de nouvelles pressions en faveur d'une déréglementation, avec d'abord une évaluation de la Commission des réglementations nationales relative à l'accès aux professions (qui est déjà en cours). A cet égard, il est important que nous essayions d'être plus proactifs, de stimuler et d'assister nos membres dans leur action au niveau national.

Vision politique à long terme

Nous devons nous souvenir de deux questions primordiales : l'avenir de notre profession et celui de notre environnement. Elles sont inséparables – et cela signifie qu'il faut regarder droit devant. Nous ne saurons pas quel avenir nous attend si nous ne sommes pas attentifs à ceux qui rejoignent notre profession. Les liens vers les **Ecoles** doivent être rétablis et les relations avec le monde étudiantin doivent être encouragées et développées.

Nous devons aussi développer notre **Réseau global** afin d'offrir des débouchés aux architectes européens. Nous devons fournir des informations mais nous devons aussi mettre en place un programme d'internationalisation valable nous permettant de promouvoir notre marque européenne unique sur un marché plus vaste. A cet égard, nous devons réévaluer notre relation avec l'UIA et œuvrer en vue de faire en sorte que des organisations régionales comme la nôtre gagnent en pertinence et voient leur influence s'accroître au niveau mondial.

Contexte politique en 2014 – Secrétaire Général, Ian Pritchard

Les six mois de la Présidence grecque représentent la dernière occasion d'avoir des débats politiques avant la fin de la législature parlementaire. Avec les élections du Parlement européen prévues en mai, l'agenda de la Commission est un peu plus léger. Alors que le **CAE** sera moins concerné par la réforme de l'**Union monétaire**, l'**Immigration clandestine** et la **Politique maritime** (trois des quatre priorités de la Présidence grecque), notre profession sera par contre fortement affectée par les **politiques de promotion de la croissance visant à favoriser l'emploi et la cohésion**.



WHITE HOUSE IN GREEN.
Belgique.

Architecte : Karla Menten I architecture.

Les Directives révisées et votées en 2013 entreront dans leur phase de deux années de mise en œuvre, durant laquelle le CAE devra coopérer étroitement avec les Organisations membres afin de comprendre, et d'influencer si possible, la manière dont la législation communautaire est transposée dans le contexte national. C'est particulièrement important par rapport aux Marchés publics, la Directive laissant aux Etats membres une série d'options, dont certaines ne conviennent pas à la passation de marchés en services architecturaux.

Il y a aussi des problèmes liés à la déréglementation qui découle du travail sur l'Accès aux Professions (cf. Directive Qualifications) et de l'évaluation de la Directive Services.

Elections du Parlement européen

Durant la période de crise économique que nous connaissons actuellement, on a parfois l'impression que le processus de prise de décision de l'Union manque de légitimité, même si les électeurs sont eux-mêmes les seuls responsables du choix des majorités politiques au sein du Parlement qui décideront du cours que prendront les nouvelles législations, remettront en question les mauvaises politiques et décideront des sujets des débats au cours de la prochaine législature.

A l'automne dernier, le Parlement a lancé une campagne d'information qui se poursuivra après les élections de mai 2014, jusqu'à ce que le Parlement élise le nouveau Président et la Commission, et qu'il approuve le nouvel agenda politique.

La première phase de la campagne d'information – **Agir, Réagir, Accomplir** – a débuté à l'automne de 2013. La deuxième phase mettra en exergue cinq thèmes – **l'économie, l'emploi, la qualité de vie, les finances et l'UE dans le monde** (jusqu'en février 2014). Ceux-ci sont comme l'écho de la stratégie "**Construction 2020**", à laquelle le CAE participe activement. En outre, le CAE a commencé à adapter son **Plan stratégique et Business Plan** pour 2014 afin de mieux aligner ses résultats politiques par rapport à l'agenda européen. La troisième phase se concentrera sur la campagne électorale (jusqu'au 22-25 Mai) et la phase finale sera consacrée au Parlement européen nouvellement élu, à l'élection du nouveau Président de la Commission et à l'entrée en fonction de la nouvelle Commission.

Le CAE prépare un Manifeste basé sur les priorités demandées lors de l'Assemblée de Louvain que les Organisations membres seront invitées à diffuser parmi les candidats.



REGIONAL LIBRARY AND
KNOWLEDGE CENTRE.
Pécs, Hongrie.

Architecte : Tarnóczy Tamás Attila.

Objectifs et priorités pour 2014

Directive Qualifications professionnelles

L'objectif immédiat de cet axe de travail consistera à suivre l'évolution en ce qui concerne l'accès partiel, la carte professionnelle et le système d'information sur le Marché intérieur (IMI). Il facilitera aussi la coordination avec le Groupe de travail Questions et Problèmes réglementaires et le Groupe de travail Expérience Pratique professionnelle.

Questions et problèmes réglementaires

L'article 59 de la nouvelle **Directive Qualifications** (transparence) a amené la Commission à entamer une nouvelle évaluation des réglementations nationales sur l'accès aux professions (et la justification de telles réglementations). Il y a aussi l'évaluation par les pairs de la mise en œuvre de la Directive Services au sein du Marché intérieur.

La Commission a exprimé une préoccupation par rapport à la **charge accumulée de réglementation pour les professions**. Des questions essentielles concerneront probablement l'adhésion obligatoire à des organisations; les exigences liées à la forme juridique des sociétés, la répartition du capital et des droits de vote; les niveaux de qualification et l'assurance en responsabilité professionnelle.

Le sujet sera donc abordé d'un point plus réglementaire, à cheval entre des questions de mobilité professionnelle, la Directive Services et les problèmes d'établissement. Le CAE formulera une position politique relative à l'impact de l'exercice de transparence ainsi qu'une feuille de route.

Le groupe préparera une vision commune des plus importants principes de réglementation qui pourrait servir à défendre l'avenir des architectes et proposera un document politique en vue d'aider les Organisations membres à résister aux pressions actuelles visant la déréglementation à la suite des évaluations des Directives Qualifications et Services

Expérience pratique professionnelle

L'objectif immédiat consistera à définir plus précisément l'expérience pratique professionnelle et à préparer un tableau récapitulatif clair et lisible indiquant les différents éléments constitutifs et destiné à être distribué à toutes les Organisations membres. Le groupe rédigera également un Glossaire pour expliquer la terminologie et définir les différentes phases ainsi que les conditions.

Formation continue

Le groupe préparera un registre de systèmes de Formation continue bénéficiant d'une reconnaissance

mutuelle et conformes aux directives approuvées par le CAE pour la formation continue.

Programme 'écoles'

En collaboration avec l'AEEA, ce groupe préparera une Livre blanc exposant les objectifs conjoints de la collaboration entre le CAE et l'AEEA et présentera les résultats à ce jour ainsi que la base politique du travail. Il mettra également en place un support électronique pour toute information utile sur chacune des organisations et permettant un partage dynamique. En outre, le CAE pourrait encourager une intensification des contacts avec des étudiants, notamment par le biais d'un concours de logos, d'un appel à contributions sur l'avenir de la profession ou Architecte 2050, ou en organisant un autre séminaire (cf. les précédents à Dublin et à Venise).

Services dans le Marché intérieur

Le CAE continuera à suivre l'évaluation de la Directive Services dans le cadre d'une réponse plus générale aux pressions en faveur d'une déréglementation plus poussée (en ce compris l'évaluation des réglementations en matière d'accès aux professions, cf. la DQP). Dans le cadre de l'évaluation par les pairs, la Commission examine l'impact économique de la Directive; si les barrières à la mobilité transfrontalière ont été éliminées ou si l'environnement réglementaire a été simplifié; ainsi que l'impact des Guichets uniques, et les conditions limitant les formes juridiques et l'actionnariat des sociétés.

Le CAE restera vigilant aussi en ce qui concerne les possibilités de convergence volontaire et la définition d'une mission de base, qui alimentera notre travail sur la Responsabilité et l'Assurance, à mesure que nous formulons une politique permettant de couvrir cet aspect dans le contexte de la fourniture de service transfrontalière.

Missions et Services, Responsabilité et Assurance

Les objectifs à poursuivre incluent la préparation d'un tour d'horizon des systèmes d'honoraires dans les Etats membres et la communication d'information en vue de promouvoir les barèmes d'honoraires au niveau national et un aperçu de la situation dans les Etats membres en ce qui concerne l'assurance et la responsabilité, avec un accent particulier sur les activités transfrontalières, ainsi que l'identification et l'élimination d'obstacles à la fourniture de services transfrontalière.

Le travail du groupe sera coordonné en étroite liaison avec celui de RQI, Commerce de Services, Marchés publics et aussi avec le programme internatio-

nal du CAE. L'objectif commun consiste à produire un document qui servira de guide en établissant une norme européenne pour la mission et sa rétribution.

Marchés publics

La nouvelle Directive Marchés publics offre l'occasion d'éliminer quelques anomalies déjà anciennes qui excluent les PME des marchés. Le CAE va développer une note d'orientation pour aider les Organisations membres dans leurs activités de représentation au niveau national pendant la phase de mise en œuvre. Des questions apparentées comme les Marchés verts et l'accès à des marchés dans des pays tiers seront également abordées.

Concours de conception architecturale

Ceci constitue un sujet clé pour les architectes, un moyen d'obtenir du travail et de promouvoir un résultat de grande qualité, nécessitant la transposition de règles et de critères de bonne pratique. Le groupe de travail actualisera le site Internet du CAE (en ce compris les 10 recommandations, la matrice pour les marchés publics et le « master document »), formulera des recommandations détaillées par rapport à la nouvelle Directive et rassemblera des informations sur des procédures dans d'autres pays.

Environnement & Architecture durable

La philosophie de la réutilisation pourrait constituer un levier politique tenant compte de tous les aspects de la durabilité européenne, en ce compris l'évaluation sur l'ensemble du cycle de vie et l'écart de performance entre des bâtiments tels que conçus et des bâtiments qui sont utilisés. Le groupe apportera son soutien aux Organisations membres dans leurs activités de lobbying pendant la mise en œuvre, dans les Etats membres, de la nouvelle version de la Directive Performance énergétique des bâtiments.

Question urbaines

Le groupe prépare une brochure illustrée décrivant la valeur ajoutée de l'architecture et de l'urbanisme pour le développement et la régénération urbaine durable. Le groupe apportera aussi sa contribution aux réglementations sur la dimension urbaine des nouveaux fonds structurels, défendra le modèle de la ville compacte européen et garantira que le rôle des architectes soit pris en considération dans le cadre de la mise en œuvre du Cadre de référence des villes européennes durables. Enfin, nous envisagerons des manières d'incorporer le patrimoine dans l'agenda des Questions urbaines.

Logement

Ce groupe sera incorporé dans le groupe de travail Questions urbaines et rassemblera des informations sur les différents systèmes nationaux qui prévoient des abattements fiscaux pour la restructuration de logements privés. Cette information sera importante pour l'action politique future dans les Etats membres et pourrait faire partie intégrante de l'agenda de la rénovation urbaine.

Programme international

Le but de ce programme est d'optimiser la diffusion d'information, de réaliser une carte de l'Europe en ligne et interactive qui donnera des informations sur l'exercice de la profession dans d'autres juridictions européennes. Il mettra aussi en place un réseau global d'ambassadeurs ou de consulats dans le monde qui pourront apporter une aide pratique, participer aux discussions sur la restructuration de l'UIA et la collaboration avec l'EFAP. Il diffusera aussi plus largement les programmes de la formation continue et assurera plus généralement la promotion de formes de marquage européen.

En outre, le travail concernant le Commerce de Services (en coordination avec le DQP, le RQI et SoS) inclura une veille constante de la politique et de la stratégie, une conclusion positive de l'accord CETA avec le Canada, les réponses aux demandes externes et la préparation de la reprise des pourparlers avec les Etats Unis, la Corée du Sud et le CARIFORUM.

Recherche & Innovation

Le CAE mettra en place un panel Recherche & Innovation en vue d'évaluer les demandes de participation à des projets financés par l'UE, d'émettre des avis sur le travail accompli dans le cadre de projets en cours, de diffuser les résultats des projets européens et de donner un contenu à la plateforme européenne de formation continue. Il diffusera aussi des informations sur les opportunités pour les architectes et les Organisations membres.

Programme de Communications

Quatre axes de communication seront développés – Externe (public, institutions communautaires, architectes); Membres, Interne et Politique. A cette fin, nous achèverons le nouveau site Internet, nous introduirons une nouvelle lettre d'info interne pour compléter celle que nous destinons à l'extérieur et nous encouragerons encore la mise au point de nouveaux templates pour des prises de positions et des rapports de missions, et nous envisagerons aussi une actualisation du logo du CAE.

Construction 2020

Cette stratégie de la DG Entreprise repose sur cinq piliers d'activité: finance, compétences, recherche, réforme réglementaire et compétitivité globale.

Le CAE continuera à réfléchir à la façon dont les architectes peuvent contribuer au mieux à la réalisation de cette stratégie en mettant plus particulièrement l'accent sur

- **La mise en conformité et la réhabilitation urbaine** (NB. Les groupes de travail du CAE sur l'Environnement & l'Architecture durable, les Questions urbaines et le Logement); le rôle de l'architecte par rapport à la mise en œuvre de la Directive 2012/27/UE sur l'Efficacité énergétique;
- **La recherche** (principalement par le biais de notre engagement dans des projets financés par l'UE – Horizon 2020);
- **La compétitivité globale** (Commerce de Services, Accords de reconnaissance mutuelle, travail sur le plan des normes internationales)



BNA BUILDING OF THE YEAR
2013 PUBLIC PRIZE.
Pays-Bas.

Architectes :
Karel Doorman Ibelings van
Tilburg Architecten.

Photo : Ossip van Duivenbode.

Structure du CAE (gouvernance, membres)

Le **Conseil des architectes d'Europe** est une association internationale non lucrative composée des organismes nationaux enregistrant les architectes et d'associations professionnelles. Il se compose :

- D'une Assemblée générale
- D'un Bureau exécutif
- D'une Commission des Finances
- De divers groupes de travail, répartis en trois volets thématiques et
- D'un Secrétariat permanent installé à Bruxelles.

L'**Assemblée générale** se compose de délégués de toutes les Organisations membres. Elle constitue l'organe souverain et se réunit deux fois par an pour adopter les politiques et les budgets du **CAE**.

La fonction du **Bureau exécutif** consiste à exécuter les politiques formulées par l'Assemblée générale en vue de garantir la bonne administration du **CAE**. Le Bureau exécutif se compose de 11 membres, dont 6 sont élus par l'Assemblée générale (en ce compris le Président) pour un mandat de deux ans, l'équilibre étant fourni par 5 personnes issues des Organisations membres (désignées conformément à un tour de rôle pré-établi) qui accomplissent également un mandat de deux ans en alternance avec les élections afin de garantir une continuité d'un Bureau au suivant.

La **Commission des Finances** a pour fonction de conseiller l'Assemblée générale et le Bureau exécutif sur toutes les questions relatives à la gestion financière du **CAE**. La Commission se compose d'une délégation de chaque Etat membre de l'UE et un seul membre par délégation y assiste. Si un pays possède plus d'une Organisation membre, il appartient à ces organisations de se coordonner et de décider au niveau national quel membre de ce pays participera aux réunions.

Les **groupes de travail** réalisent un travail technique lié à l'exécution de missions qui leur sont assignées par le Bureau exécutif, souvent en relation avec la formulation de positions politiques spécifiques.

Les groupes de travail sont composés d'experts désignés par les Organisations membres, dont le travail représente la sève du **CAE** et lui procure ses positions politiques et son argumentation.

Le travail du **CAE** s'organise en trois champs :

- **Qualifications** (Directive Qualifications, Questions réglementaires, Expérience pratique professionnelle, Formation continue, Programme Ecoles) ;
- **Exercice** (Directive Services, Directive Marchés publics, Concours, Missions & Services, Commerce de Services) ;
- **Architecture Responsable** (Architecture durable, Questions urbaines, Recherche et Innovation)

Il y a aussi cinq thèmes transversaux

- Mobilité professionnelle et Régulation
- Développement professionnel et Application
- Marchés publics et Responsabilisation
- Liens externes
- Communication (et programme international)

La principale fonction du **Secrétariat** consiste à faire office de principal interlocuteur des institutions européennes et de mener à bien la défense d'intérêts vis-à-vis de celles-ci, au nom du **CAE** et de ses membres. Il est chargé de l'information sur les activités des institutions européennes pour que celle-ci puisse être diffusée vers les Organisations membres, de la tenue des comptes et de la gestion du **CAE**. Il est aussi chargé de la bonne administration et de la gestion journalière du **CAE**, en ce compris l'organisation des réunions de groupes de travail du **CAE**.

Liste des Organisations membres

ZOLLVEREIN SCHOOL OF
MANAGEMENT AND DESIGN.
Essen. Allemagne.

Architectes : Kazuyo Sejima + Ryue
Nishizawa / SANAA.

Photo : Thomas Robbin.

AUTRICHE	Bundeskammer der Architekten und Ingenieurkonsulenten BAIK
BELGIQUE	Conseil National de l'Ordre des Architectes CNOA Fédération Royale des Sociétés d'Architectes de Belgique FAB
BULGARIE	Chamber of Architects in Bulgaria CAB Union of Architects in Bulgaria UAB
CROATIE	Croatian Chamber of Architects CCA
CHYPRE	Cyprus Architects Association CAA
REPUBLIQUE TCHEQUE	Czech Chamber of Architects CCA
DANEMARK	Akademisk Arkitektforening AA Danish Association of Architectural Firms DA
ESTONIE	The Union of Estonian Architects UEA
FINLANDE	Finnish Association of Architects SAFA
FRANCE	Conseil National de l'Ordre des Architectes CNOA Syndicat d'Architecture SA Union Nationale des Syndicats Français d'Architectes UNSFA
ALLEMAGNE	Bundesarchitektenkammer BAK Bund Deutscher Architekten BDA Bund Deutscher Baumeister Architekten und Ingenieure BDB Vereinigung Freischaffender Architekten VFA
GRECE	Association des Architectes Diplômés SADAS-PEA Chambre Technique de Grèce CTG
HONGRIE	Chamber of Hungarian Architects MEK
IRLANDE	Royal Institute of the Architects of Ireland RIAI
ITALIE	Consiglio Nazionale degli Architetti, Pianificatori, Paesaggisti e Conservatori CNAPPC
LETTONIE	The Latvia Association of Architects LAA
LITUANIE	Architects Association of Lithuania AAL
LUXEMBOURG	Ordre des Architectes et des Ingénieurs Conseils du Grand-Duché de Luxembourg OAI
MALTE	Kamra tal-Periti KTP
PAYS-BAS	Bond van Nederlandse Architecten BNA Bureau Architectenregister BA
NORVEGE	Association of Consulting Architects in Norway ACA Norske Arkitekters Landforbund NAL
PORTUGAL	Ordem Dos Arquitectos OA
ROUMANIE	Architects' Chamber of Romania OAR
SLOVAQUIE	Slovak Chamber of Architects SKA
SLOVÉNIE	Chamber of Architecture and Spatial Planning of Slovenia ZAPS
ESPAGNE	Consejo Superior de los Colegios de Arquitectos de España CSCAE
SUEDE	Sveriges Arkitekter SA
SUISSE	Conférence Suisse des Architectes CSA
TURQUIE	Chamber of Architects of Turkey CAT
ROYAUME-UNI	Architect's Registration Board ARB Royal Institute of British Architects RIBA

Membre observateur

SERBIE	Union of Architects of Serbia UAS
--------	-----------------------------------



Rue Paul Emile Janson 29
1050 Bruxelles

www.ace-cae.eu